

hebdomadaire

n° 3036 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

DÉCRET RETRAITE: UNE AVANCÉE TIMIDE

Le gouvernement assouplit légèrement les conditions de départ anticipé pour les carrières longues. Satisfaisant mais insuffisant, selon FO (lire pages 3 et 4).

AGIR événements

L'éventuel dépôt de bilan du volailler Doux se traduirait par des milliers de pertes d'emplois en cascade, principalement en Bretagne.

Lire page 5

Le gouvernement va encadrer le salaire des dirigeants d'entreprises publiques et envisage de taxer à 75% les revenus supérieurs à un million d'euros par an.

Lire page 6

Il y a dans le monde 75 millions de jeunes au chômage, selon l'OIT. Un chiffre en hausse de 4 millions en 4 ans.

Lire page 7

Au Qatar, les droits élémentaires des travailleurs sont quasi inexistant. La CSI réclame des avancées et demande le retrait de l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 par ce pays.

Lire page 7

SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ EST UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE

Lire l'éditorial page 4

DOSSIER pages centrales

Football, tennis, cyclisme et Jeux olympiques au programme de cet été. Vous saturez déjà? Découvrez l'envers de la médaille.

SAVOIR pratique

Un employeur peut-il fouiller dans l'ordinateur d'un salarié sans qu'il l'ait autorisé?

Lire page 13

MONTRER reportage

Ils nettoient, préparent et conditionnent le poisson fraîchement pêché avant sa commercialisation en France et à l'étranger. FO Hebdo est allé à la rencontre des mareyeurs de Lorient.

Lire pages 17 à 20



FO Hebdo/G. Ducrot



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ EST UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE ET DÉMOCRATIQUE

Le projet de décret sur ce qu'on appelle «les carrières longues», présenté la semaine dernière par le gouvernement, va dans le bon sens, mais le pas franchi est un petit pas. En effet, par rapport à la vision stricte Raffarin-Fillon-CFDT de 2003 (dispositif mis en place en contrepartie d'un allongement de la durée de cotisation), la principale nouveauté est l'ajout de deux trimestres au titre de la maternité et de deux trimestres au titre du chômage. Toutes les périodes validées sont loin d'être prises en compte et cela augure d'un débat qui sera conflictuel, y compris entre organisations syndicales, quand on rediscutera globalement du dossier retraites. Quand on voit la forte augmentation des inégalités, y compris dans la répartition des richesses, les sommes importantes engagées depuis quelques années pour aider ou sauver les banques, on mesure encore mieux qu'hier l'ineptie selon laquelle plus on vieillit plus on devrait obligatoirement travailler longtemps! La semaine dernière s'est tenue à Matignon une réunion avec les organisations représentatives (syndicales et patronales) pour discuter de la méthode et des thèmes à l'ordre du jour de la conférence sociale des 9 et 10 juillet.

Seront ainsi abordées les questions liées à l'emploi, au chômage, à la stratégie industrielle, à la formation professionnelle, au secteur public, à la retraite et au financement de la protection sociale collective. Compte tenu de ces thèmes, j'ai à nouveau suggéré la remise sur pied du Commissariat au Plan, qui était l'organisme idoine pour discuter de toutes ces questions. L'organisation précise de cette conférence sera connue d'ici à quelques jours, après d'autres consultations. Elle ne sera pas un lieu de décisions, mais constituera plutôt le lancement d'un processus de concertation. La délégation Force Ouvrière, contrairement à d'autres*, s'est opposée à une modification de la Constitution pour y constitutionnaliser la «démocratie sociale». Là encore, de beaux débats en perspective. Pour le reste, au-delà des réunions dans lesquelles nous garderons notre liberté et notre indépendance, ce qui est attendu ce sont des actes concrets. Le



FOH/G. Ducrot

décret sur les retraites est plus que timide, on verra ce qu'il en sera pour le SMIC, point sur lequel nous avons également rappelé nos positions. Sortir de l'austérité est une nécessité économique, sociale et démocratique.

* MEDEF et CFDT.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Florange: L'Élysée n'est pas sans solution pour les hauts-fourneaux.

Page 3

Décret: Retraites: extension du domaine des départs anticipés. Deux questions à... Philippe Pihet, Secrétaire confédéral FO chargé du secteur Retraite: «C'est satisfaisant mais insuffisant.»

Page 4

Sortir de l'austérité est une nécessité économique et démocratique, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Agroalimentaire: La faillite de Doux impacterait 20 000 emplois. Trois questions à... Nadine Hourmant, déléguée centrale FO chez Doux: «On tirait la sonnette d'alarme depuis des années.»

Page 6

Salaires: Les patrons du public devront rabattre leurs prétentions. Rémunérations: Les patrons du privé restent dans la cour des grands.

Page 7

Alerte: 75 millions de jeunes au chômage dans le monde. Foot: Le Qatar, champion de l'exploitation.

Page 8

Enseignement: Rentrée scolaire: des promesses... et les actes? Allier: Un emploi vie scolaire requalifié en CDI par les prud'hommes.

Page 9

Congrès UD: FO développe la syndicalisation en Lot-et-Garonne. Post-scriptum, par Anne Baltazar: Égalité hommes-femmes: un premier pas.

SAVOIR

Page 13

Les droits: Accès aux documents détenus par le salarié. Consommation: Éthique de l'étiquetage: un été visiblement sans OGM?

Page 14

Le chiffre de la semaine. Les chiffres utiles. Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Compétition, corruption, dopage: Le championnat d'Europe de football. Parution > La rédaction vous signale. Voix de presse: Zone euro: Suspendue au sauvetage des banques espagnoles.

Page 16

Une sélection de livres. À voir et à entendre: Exposition Bob Dylan: quand le rock devint une musique textuelle.

MONTRER

Pages 17 à 20

Filière de la pêche: À la peine avec les emplois de marée.

/ DOSSIER

Pages 10 et 11

Sports: L'envers de la médaille déchiffré.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse: Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464), F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schisselé (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2° trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

L'entreprise n'est pas un royaume où l'employeur possède tous les droits sur le matériel et les documents utilisés par son salarié, mais il n'empêche que ces derniers sont présumés revêtir un caractère professionnel, donc être accessibles, à moins

d'avoir été identifiés clairement comme personnels. Bref, l'équipement informatique est la propriété de l'entreprise, mais pas forcément tout ce qu'il peut contenir. Sinon, nul doute que l'action syndicale en pâtirait...

ACCÈS AUX DOCUMENTS, DÉTENUS PAR LE SALARIÉ

La Cour de cassation précise que les fichiers informatiques créés sur un ordinateur professionnel ou les documents détenus par un salarié dans son bureau sont **présumés** avoir un caractère professionnel, de sorte que l'employeur est en droit de les ouvrir hors de la présence de l'intéressé, sauf si le salarié les identifie comme étant personnels (*Cass. soc.*, 18 octobre 2006, n°04-47400 et n°04-48025).

Si les dossiers informatiques ou les documents détenus dans le bureau sont identifiés comme personnels, l'employeur ne peut y avoir accès, sauf risque ou événement particulier, qu'en présence du salarié ou celui-ci dûment appelé (*Cass. soc.*, 17 mai 2005, n°03-40017). La **Haute juridiction** a déjà eu l'occasion d'indiquer que ne constitue pas un **risque ou événement particulier** la découverte de photos érotiques dans le tiroir du bureau d'un salarié. Également ne constitue pas un risque ou événement particulier la réception par l'employeur, dans une entreprise classée Seveso, de lettres anonymes faisant

état du contenu de courriels ultraconfidentiels et verrouillés, libellés «sécurité-sûreté» (*Cass. soc.*, 17 juin 2009, n°08-40274). Même si l'ouverture se fait en présence du salarié ou celui-ci dûment appelé, on peut penser que la Cour de cassation ne validera un tel contrôle que s'il est justifié par la nature de la tâche à accomplir et proportionné au but recherché (*article L.1121-1 du Code du travail*).

L'employeur qui accède aux documents litigieux sans respecter les règles énoncées ci-dessus, ne peut valablement pas les invoquer comme mode de preuve.

Dans sa décision du 10 mai 2012, la Cour de cassation précise que la seule dénomination «mes documents» donnée à un fichier ne lui confère pas un caractère personnel (*Cass. soc.*, 12 mai 2012, n°11-13884). Il est donc recommandé aux salariés d'utiliser expressément la mention «personnel» ou «privé». Un fichier portant les seules initiales du salarié ne constitue pas un document de nature personnelle (*Cass. soc.*, 21 octobre 2009, n°07-43877).

Dans une décision du 23 mai 2012, concernant l'écoute d'un enregistrement sur un dictaphone personnel d'un salarié, la Cour de cassation précise, de manière assez évidente, que l'employeur ne peut procéder à une telle écoute en l'absence du salarié ou sans qu'il ait été dûment appelé. Dans cette affaire, l'employeur est également sanctionné pour avoir détruit les enregistrements, mettant le salarié dans l'impossibilité d'administrer la preuve contraire (*Cass. soc.*, 23 mai 2012, n°10-23521). N'ayant pas écouté les enregistrements en présence du salarié et les ayant détruits, l'employeur ne pouvait se fonder sur ceux-ci pour licencier le salarié.

Pour les salariés investis de mandats représentatifs, la Cour de cassation a posé un principe fort: l'entreprise doit veiller à ce que les outils informatiques mis à leur disposition préservent la confidentialité qui s'attache à l'exercice de leurs missions légales (*Cass. soc.*, 6 avril 2004, n°02-40.498: cette décision rendue à propos des **autocommutateurs téléphoniques** a voca-

tion, par sa formulation générale, à s'appliquer à l'ensemble des nouvelles technologies de l'informatique et des télécommunications; voir également *Cass. soc.*, 4 avril 2012, n°10-20845).

PRÉSUMÉ

Censé être vrai jusqu'à preuve du contraire. La présomption peut être légale quand elle est établie par la loi et est dite irréfutable (ou absolue) quand elle n'est pas susceptible de preuve contraire.

HAUTE JURIDICTION

Synonyme pour Cour de cassation.

RISQUE OU ÉVÉNEMENT PARTICULIER

Expression utilisée par la Cour de cassation en mai 2005 pour conditionner l'ouverture de fichiers informatiques personnels. Elle sert de base jurisprudentielle en matière d'informatique et de droit du travail.

AUTOCOMMUTATEUR TÉLÉPHONIQUE

Sorte d'équivalent moderne, automatisé et généralement informatisé, du standard téléphonique.

CONSOMMATION

ÉTHIQUE DE L'ÉTIQUETAGE: UN ÉTÉ VISIBLEMENT SANS OGM?

À 1^{er} juillet 2012, tout produit voulant se présenter comme étant «sans OGM» (organisme génétiquement modifié) pourra en faire mention sur son étiquetage, à partir du moment où il ne comportera pas de «trace» supérieure à 0,1%. Un seuil, fixé précédemment à 0,9%, qui, en raison des problèmes de contamination, n'est pas facile à obtenir et peut s'avérer coûteux, selon plusieurs organisations environnementales. Ces dernières voient également dans cet encadrement une manière de limiter la visibilité de l'offre de ces produits. L'étiquetage devra en effet être intégré dans la liste des ingrédients et non pas sur la face avant (le champ visuel principal) du produit, sauf si l'ingrédient concerné constitue 95% du poids...

Trois catégories d'ingrédients sont concernées, selon le décret paru au *Journal officiel* du 1^{er} février dernier: ceux d'origine végétale et animale (avec des mentions distinctes selon que les animaux sont nourris avec des aliments contenant moins de 0,1% ou moins de 0,9% d'OGM), ainsi que les apicoles «lorsqu'ils sont issus de ruches situées à plus de 3 km de cultures génétiquement modifiées». Si la présence d'OGM devait être obligatoirement mentionnée sur l'étiquetage en cas d'utilisation volontaire, rien jusque-là n'imposait de le faire si les animaux à l'origine de la viande, des œufs ou des produits laitiers étaient eux-mêmes nourris avec, alors que, selon Greenpeace, près de 80% des

animaux d'élevage en France sont en partie nourris avec des OGM importés.

Le décret précise également que ces produits «sans OGM» ne pourront, dans «la publicité, l'étiquetage et la présentation», se prévaloir de «propriétés organoleptiques» (odeur, goût, texture...) «ou nutritionnelles ou de qualités sanitaires ou environnementales particulières» de ce seul fait. Bref, l'absence d'OGM, à 0,1% près, ne garantit en rien que le produit soit de ce seul fait bon pour la santé.



Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:
9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.
Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO
Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros.
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE



Londres serait la sixième ville française au vu du nombre de Français y résidant, selon la BBC qui les chiffre à 300 000 ou 400 000. Pourtant, on serait plus près de la 67^e place, soit l'équivalent d'une ville comme Béziers: le *British Office for National Statistics* les estime à quelque 70 000 pour Londres seulement en 2010-2011. Les listes consulaires françaises, elles, en ont recensé, au 31 décembre 2011, 123 306 pour l'ensemble du Royaume-Uni, dont 117 978 à Londres même. On retrouve le chiffre de la BBC dans un article, publié en février 2011, dans le magazine britannique *The Economist*, qui fournit sa source: l'ambassade française... Ce qui n'a pas manqué de renforcer le stéréotype de l'attractivité de la capitale due à des salaires hauts et des impôts faibles, qui compenseraient le climat et la cherté de la vie. Le précédent locataire de l'Élysée, lors de sa visite, en 2008, en Grande-Bretagne, qu'il a toujours présentée comme un modèle, avait d'ailleurs complaisamment cité ce chiffre, qui manque quelque peu de rigueur.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

AVRIL 2012 DU 30/04/2011 AU 30/04/2012 DU 01/01/2012 AU 30/04/2012
+0,1% +2,1% +1%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

1^{er} trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,37 – évolution sur un an: + 2,24%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.